

Il doit pourtant savoir,—lui si bien renseigné, d'habitude, sur les choses de l'Empire—que cette convention est l'oeuvre du cabinet Asquith autant que celle de M. Taft et de M. Fielding, de M. Paterson et de M. Knox. Il ne doit pas ignorer—lui qui a ses grandes et ses petites entrées à Westminster et à Rideau Hall—que M. Laurier s'est laissé embarquer dans cette galère de la réciprocité sur les instances de l'ambassadeur de Sa Majesté, à Washington, comme il s'est laissé pousser par lord Grey dans la loi navale.

Mais il est un point sur lequel M. Graham ne se trompe pas ; c'est lorsqu'il voit dans la convention Taft-Fielding l'obstacle le plus formidable à l'union commerciale et, partant, à la fédération militaire et politique de l'Empire.

Eet-il étonnant que nous, qui repoussons cette politique, soyons disposés à faire bon accueil à l'obstacle qui l'entrave ?

L'opinion de lord Milner et de lord Grey

S'il était nécessaire de fortifier la logique évidente de cette situation, je pourrais multiplier les preuves. Il serait facile de remplir pendant huit jours les colonnes du *Devoir* de citations de toutes sortes—articles, interviews, expressions d'opinion, sans compter les discours qui commencent—établissant que la plupart des impérialistes qui condamnent la portée *antiimpérialiste* de la convention ont approuvé le *principe impérialiste* de la loi navale.

Je me borne à en indiquer une. On se rappelle que M. Laurier avait invoqué l'opinion de lord Milner à l'appui du mode détourné qu'il avait choisi—marine canadienne en temps de paix, impériale en temps de guerre—pour faire entrer le Canada dans la coalition militaire de l'Empire. Or l'une des premières opinions que la presse anglaise nous ait transmises est précisément celle de lord Milner ; et il condamne la convention comme contraire au mouvement impérialiste.

Cet homme remarquable, l'un des pontifes les plus autorisés et des propagandistes les plus puissants de la doctrine impérialiste, n'a pas parlé à la légère. Ce n'est pas le sort du C. P. R. ou de la compagnie Massey-Harris qui l'inquiète, ce n'est pas davantage celui de nos producteurs de fruits ou de légumes. Ce que son oeil clairvoyant a